Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 51 (1971)
Heft: 2: La formation permanente

Artikel: Industrialiser la France
Autor: Drancourt, Michel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887653

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

INDUSTRIALISER LA FRANCE

Michel DRANCOURT

La France est en train de vivre une période assez exceptionnelle.

En surface, et à s'en tenir à ce qui intéresse la plupart des journaux, elle vit, comme la plupart des pays occidentaux, dans le désordre des universités ou des lycées, dans les conflits sociaux.

En réalité, et à observer les mouvements les plus importants, elle est en complète transformation.

L'ouverture du Marché Commun, en 1959, a marqué le début d'une époque vraiment nouvelle. L'économie française vivait protégée, s'appuyait sur les restes d'un empire. Elle a, coup sur coup, perdu ses marchés privilégiés et subi de plein fouet une concurrence à laquelle elle ne croyait pas pouvoir résister. Or, non seulement son industrie ne s'est pas écroulée mais encore la masse des exportations s'est fortement accrue.

Les conséquences de la « libérisation » de l'économie française sont de trois ordres :

— l'industrie française a été conduite, pour être compétitive, à des progrès dans l'organisation de ses entreprises et dans la structure de ses groupes.

Comparée à l'entreprise allemande, l'entreprise française est souvent trop petite.

Des regroupements sont en train de s'opérer au niveau des firmes les plus importantes mais aussi des petites et moyennes entreprises. Ces dernières multiplient les groupements d'intérêts économiques qui permettent à des firmes qui veulent garder une certaine indépendance de s'unir pour atteindre un objectif particulier, par exemple d'exportation.

Ces regroupements et accords ont favorisé la rationalisation de certaines productions et la recherche de meilleurs rendements.

Les succès à l'exportation de l'industrie automobile française qui espère exporter en 1975 près des 2/3 de sa production (3 millions de véhicules dont 1,8 devant être vendus à l'étranger) n'auraient pas été possibles sans ces rationalisations (on sait que Renault et Peugeot ont passé des accords entre eux).

Cette politique de regroupement se poursuit.

— Le management a dû faire face à la concurrence et, de ce fait, est en train de s'améliorer. Rien ne vaut la compétition pour aguerrir les responsables. Elle élimine évidemment les plus faibles ou les médiocres, ce qui ne va pas sans provoquer des réactions sociales.

Au total cependant les entreprises françaises, surtout dans le domaine industriel, sont en train de changer d'état d'esprit. On compte en terme de profit au lieu de le faire en terme de rente de situation comme on l'avait fait pendant des années.

— Les progrès du management et l'esprit de concurrence pénètrent les milieux administratifs. La France n'a plus l'économie dirigée que l'on a connue. Certes, la puissance politique intervient mais c'est avec le souci de promouvoir l'industrie et le développement économique. Comme dans la plupart des pays occidentaux elle se préoccupe en permanence de l'évolution économique, mais ses responsables sont en train de se convaincre de l'utilité des règles du marché.

⁂

Ayant accompli un bond en avant industriel important grâce en grande partie à l'ouverture de ses frontières, la France doit surmonter une série de quatre problèmes pour poursuivre sa croissance industrielle.

— Comme tout pays à longue histoire la France possède encore des secteurs d'activité archaïques. Une partie de la paysannerie et du commerce sont d'une autre époque. Il est souvent difficile de procéder à leur modernisation : plus de la moitié des exploitants agricoles dépasse les cinquante ans.

Toutefois, à côté des fermes ou des boutiques attardées dans l'histoire, de nouvelles formes d'agriculture et de distribution se développent. En fait, l'existence des anciennes structures pose surtout des problèmes sociaux et appelle des solutions sociales plus que des solutions économiques, le temps se chargeant d'effacer les retards.

— Une partie importante des Français a toujours préféré vivre sous la protection de l'Etat plutôt qu'au vent du large. Le rêve pour beaucoup des Français modestes est de voir leurs enfants devenir fonctionnaires. Quant aux jeunes les plus brillants, ils se sont tournés longtemps vers le service de l'Etat.

Une part trop importante des capacités intellectuelles et du travail sont au service des administrations.

En contre-partie, les qualités de cette dernière sont grandes et, parce que l'esprit d'efficacité l'anime, elle représente un atout (une société moderne n'échappe pas aux phénomènes de socialisation laquelle on le sait est tout autre chose que le socialisme).

Une partie des syndicats français insiste encore en priorité sur un changement nécessaire de système économique. La discussion avec les syndicats s'en trouve souvent faussée dans les débats publics et au plan national.

— En revanche, au niveau des entreprises et dans la pratique courante, les termes du débat social sont d'une autre nature : les exigences concrètes reprennent leurs droits.

— Ayant pris un retard important sur ses partenaires entre les deux guerres et pendant la deuxième guerre mondiale (il ne faut pas oublier que l'économie française a été littéralement vidée de sa substance pendant quatre ans, alors que l'allemande progressait), l'économie française est obligée de faire face tout à la fois aux besoins actuels, aux rattrapages, à la préparation du futur.

C'est vrai notamment en matière de logements, de communications.

Mais là encore, des améliorations sont en train de se produire. Pour le téléphone, la situation est par exemple bien meilleure en Lorraine qu'à Dusseldorf et on se console de constater les difficultés de Paris quand on a subi celles de New York.

Il n'en reste pas moins que là, comme à propos des autres obstacles, il importe que soit menée une politique active en faveur de l'industrialisation.

⁂

Loire-Atlantique
Porte occidentale
de l'Europe

LOIRE-ATLANTIQUE : Département industriel. Aides maximales

LOIRE-ATLANTIQUE : Plus de 200 hectares de zones industrielles disponibles

LOIRE-ATLANTIQUE : Population active : 339.848 habitants

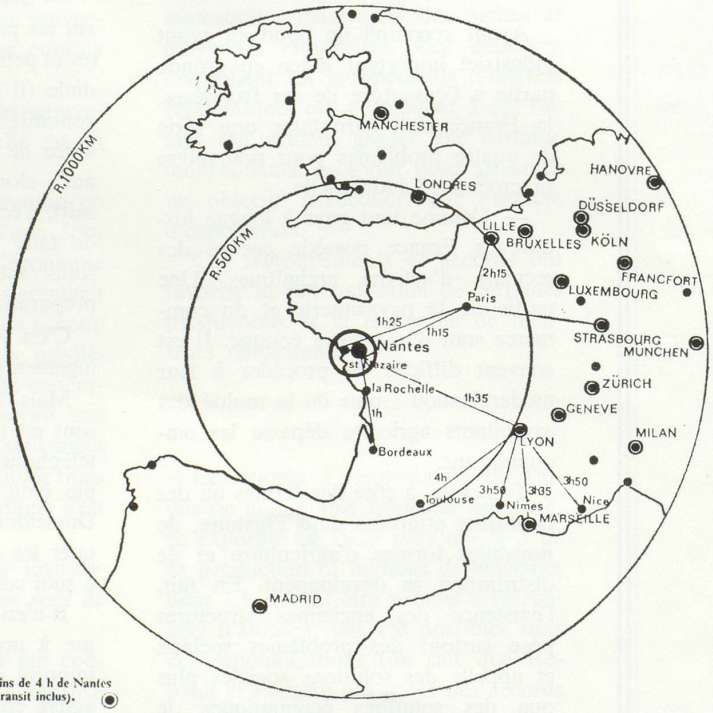
LOIRE-ATLANTIQUE : A 1 heure : de Paris-Orly et Paris-Le Bourget

LOIRE-ATLANTIQUE : A Paris : 20, rue de la Trémoille, Tél. 359-08-71

Comité d'Expansion Économique de Loire-Atlantique

NANTES : (40) 71-18-70

PARIS : 359-08-71



Villes à moins de 4 h de Nantes par avion (transit inclus).

Le développement des activités industrielles françaises bénéficiera dans les années qui viennent de deux atouts majeurs et s'opèrera autour de deux idées.

Les deux atouts majeurs de l'industrie française sont :

— **l'existence d'une main-d'œuvre importante et jeune.**

Les progrès de la démographie après la deuxième guerre mondiale se manifestent par l'arrivée à l'âge du travail d'une main-d'œuvre plus nombreuse. Le taux de croissance de la main-d'œuvre active va passer de + 0,7 % à 1 % par an. Les jeunes ne se dirigent pas assez vers l'industrie mais les entreprises qui savent les attirer pourront en recruter. On prévoit d'ailleurs qu'il y aura 400 000 emplois industriels créés entre 1971 et 1975 contre dix fois moins au cours des années précédentes.

Des régions comme la Lorraine ou le Nord, dont les activités classiques sont plutôt déclinantes, représentent à cet égard un potentiel de travail important.

— **une capacité d'épargne surprenante.**

Les Français n'investissent guère dans les entreprises industrielles et leur préfèrent la terre et la pierre. Mais le jour où des mécanismes offriront à l'épargne les mêmes avantages que ceux dont bénéficie le logement, il ne fait pas de doute que des ressources nouvelles apparaîtront.

Qui plus est, la France va se montrer plus accueillante aux investissements extérieurs et favorisera toute création d'activité industrielle nouvelle, notamment dans les zones où le gouvernement accorde une aide spéciale aux investissements industriels (par exemple le Nord de la Lorraine, les Vosges, la région de Saint-Etienne, une partie de l'Ouest, le bassin minier du Nord).

Les deux idées essentielles qui serviront d'axe à l'action d'industrialisation seront :

— un effort exceptionnel sur les industries mécaniques et chimiques qui devraient connaître dans les prochaines années une expansion supérieure à la tendance générale,

— une volonté de donner la priorité aux équipements indispensables aux développements industriels notamment ceux des télécommunications.

***

Ces mouvements tournés vers le progrès ne s'accompliront pas sans heurts.

Certaines régions poursuivront leurs efforts de conversion en vue de passer de l'ère du charbon et de l'acier à celle de la machine-outil et de l'électronique (ce sera le cas de la Lorraine et du Nord), d'autres auront à surmonter le défi que représente le fait de se lancer dans l'aventure industrielle (ce sera le cas de la région de Marseille avec le spectaculaire projet de Fos, ou du Sud-Ouest avec des centres industriels nouveaux comme Bordeaux et Toulouse).

Dans de nombreuses régions, le souci sera d'attirer des entreprises nouvelles.

La France, contrairement à une certaine réputation qu'elle avait, est en train de devenir le pays d'Europe où les véritables entrepreneurs auront le plus de chances de réussir.

***